

La droite populiste et xénophobe radicalisée et la crise en Europe

Introduction

Walter Baier

Économiste, Vienne, et coordonnateur du réseau européen Transform!

Elisabeth Gauthier

Directrice d'Espaces Marx, membre du bureau de Transform! Europe.

Dix ans après les protestations autrichiennes et européennes face à l'arrivée du parti de Jörg Haider au pouvoir en Autriche, nous sommes confrontés à l'émergence et à l'installation durable dans le paysage politique européen « d'une nouvelle sous-famille de partis... celle des droites populistes et xénophobes radicalisées » (Jean Yves Camus). Installées au cœur et non à la marge des sociétés, elles sont devenues des facteurs de poids dans les confrontations politiques et idéologiques, et par rapport à la constitution de majorités politiques gouvernementales. Au moment de la crise du modèle néolibéral et de l'impasse dramatique de la construction européenne, ces partis ont réussi à occuper un espace politique parfois considérable, y compris en produisant un effet de droitisation de la droite. Lorsque l'hégémonie néolibérale est en pleine érosion, lorsque les gouvernements en place optent pour la superaustérité et le démontage de la démocratie, lorsque les institutions sont de moins en moins fondées sur la souveraineté populaire et les choix politiques sur un contrat social, ces partis non seulement en bénéficient, mais deviennent également des moteurs de cette évolution.

Le chantier que souhaite ouvrir Transform! avec le dossier de ce numéro vise à mieux cerner les articulations entre la crise, les divisions que génèrent et approfondissent les choix politiques actuels dans les sociétés et au sein de l'Europe, le mouvement des consciences et les traductions politiques. Ce qui suppose d'étudier non seulement la typologie des partis concernés, l'évolution de leur électorat, mais aussi leur intervention dans les confrontations idéolo-

giques, leur discours politique et son évolution. C'est en observant le phénomène dans sa complexité et son interaction avec les dynamiques sociales et politiques qu'il sera possible de mieux discerner la fonction de ces forces politiques dans la période actuelle. Et par ricochet d'approfondir la réflexion concernant les défis posés à la gauche.

Dans ce numéro, à titre d'exemples, sont présentés des mouvements de cette droite populiste et xénophobe radicalisée en Autriche, Belgique, Finlande, Grèce, Ukraine, Hongrie et aux Pays-Bas. Dans un premier article donnant un aperçu européen, Jean-Yves Camus souligne que « pendant que l'antifascisme traditionnel continuait à penser l'émergence des populismes xénophobes selon les schémas habituels de la continuité entre les années 30-40 et aujourd'hui, les droites européennes révisaient leur logiciel politique. » En conséquence de quoi « une nouvelle sous-famille de partis est née, celle des droites populistes et xénophobes radicalisées ».

Un certain consensus se fait jour parmi nos auteurs lorsqu'ils soulignent le rôle important que joue un nouveau nationalisme d'exclusion dans la formation de ces nouvelles formations de droite, en profonde opposition avec tout argument en faveur du multiculturalisme comme principe de base de la cohésion d'un État. Vitaly Atanasov montre que le parti ukrainien Svoboda a réussi à prendre sa place dans le courant politique dominant « sous le slogan de nationalisme ethnique ukrainien, d'anticommunisme et de chauvinisme traditionaliste combinés—semi-officiellement—with une bonne dose de xénophobie et d'antisémitisme ». Le nationalisme est d'une importance capitale, selon G. M. Tamás, pour comprendre la droite hongroise, dont les deux composantes (FIDESZ et Jobbik) constituent depuis les dernières élections la majorité des deux tiers au Parlement dans un pays où plus de 93 % (!) des mairies des municipalités (villages, petites villes et grandes villes) sont tenues par la droite. Le cas hongrois prend une dimension européenne quand le parlement de ce pays, qui assure actuellement la présidence de l'Union européenne, condamne solennellement le traité de Trianon et propose la citoyenneté hongroise aux membres des minorités hongroises établies dans les pays voisins. Sous le slogan de « coopération nationale » et avec un soi-disant « gouvernement des causes nationales », une politique de purge des institutions, des services de sécurité, des médias et des établissements scolaires et universitaires est en cours.

En s'appuyant sur l'exemple de l'Alerte populaire orthodoxe (LAOS) en Grèce et l'évolution de sa politique au cours de la crise financière, Dimosthenis Papadatos-Anagnostopoulos montre bien comment les partis d'extrême droite réussissent à pénétrer au cœur de la société et à se dé-stigmatiser en tissant des liens avec les partis de droite traditionnels. Cela en a surpris plus d'un d'observer la capacité de ce parti à s'auto-transformer, son esprit tacticien, ainsi que la façon dont il a « combiné « une politique fielleuse » (s'adressant aux sym-

pathisants par le biais des canaux internes du parti) et la tactique du «cheval de Troie», se présentant au «grand public» comme un partisan du courant politique dominant». Daniel Zamora s'intéresse à un contexte souvent négligé de la crise des institutions en Belgique: «Derrière les discussions institutionnelles autour de l'avenir de la Belgique se joue l'avenir de la sécurité sociale belge et, plus largement, de tous les éléments qui constituent son système social». La régionalisation de ces questions «constituerait un pas décisif dans le démantèlement du système social belge de répartition des richesses».

« Sous l'étiquette de nationalisme... se cache un agenda socioéconomique ultra-libéral », c'est un constat qui a une grande pertinence pour nombre de pays. Ulrike Kruh traite des élections municipales de l'automne dernier à Vienne, la capitale autrichienne au grand passé de «Vienne la Rouge» dans les années 1920/30, où l'hégémonie social-démocrate a marqué l'histoire de la deuxième moitié du dernier siècle; ces élections ont vu le succès spectaculaire (26%) du FPÖ.

Carl Mars développe le concept de «populisme de droite qui combine l'idéologie de marché de droite, l'autoritarisme politique et des attitudes xénophobes» pour caractériser le parti politique «Vrais Finlandais» qui «diffère quelque peu de ses modèles continentaux». Le populisme de droite scandinave est en effet considéré comme plus modéré que dans le reste de l'Europe. Certaines analyses concluent que «les partis scandinaves justifient souvent leurs positions anti-immigration par un chauvinisme en matière de bien-être social plutôt que par le racisme...». La critique de plus en plus forte de l'UE constitue en effet en Finlande un champ qu'exploite particulièrement la nouvelle droite populiste radicalisée scandinave.

Parmi les raisons expliquant la montée de la droite populiste, Arjan Vliegthart et Hans van Heijningen évoquent la politisation croissante des questions culturelles, un clivage croissant entre « gagnants » et « perdants » de la construction européenne, les partis traditionnels ne prenant nullement en compte les doutes concernant l'intégration européenne qui avait abouti à un « NON » majoritaire lors du referendum sur le projet de constitution européenne en 2005. De Wilders a su capter le sentiment d'angoisse économique et culturelle.